

N° 140 - JUILLET 1975

LE VRAI
VISAGE
DES
PAYS DE
LOIRE

(page 6)

LE PEUPLE 2^F BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé



A QUOI SERVENT LES FÊTES ?

(Notre débat p. 8 et 9)

5 LIVRES BRETONS POUR L'ÉTÉ

Edito

PAS DE SALUT POUR LE CAPITALISME BRETON

Le genre-à-de, le drapier breton, a de nouveau fluté ses tribunes, dans les manifestations et s'est étalé sur des tracts « la mer bretonne aux Bretons », disant ceux-ci. On aura reconnu la campagne menée par le F.U.D.B. Gouverneurs, à la tête de la ligne de navigation bretonne B.A.I. pour appuyer à l'ouverture à Saint-Malo d'une ligne concurrente, allemande celle-là T.T. Line. Agitateur assagi, briseur de grève des langages agricoles, Gouverneurs, à — pour la circonstance — retrouvé un instant ses accents revendicatifs et son talent oratoire. S'appuyant sur le sentiment breton, il défendait d'abord ses intérêts et il n'est pas dans notre intention de soutenir ce « chef » aux méthodes et aux buts parfaitement trombeurs. Il n'est pas non plus question de renvoyer B.A.I. et T.T. Line dans le dés, sans prendre parti. Car, dans cette affaire une fois encore, c'est l'ennemi qui est en jeu et les syndicats de marins unanimes ne s'y sont pas trompés : sans défendre les patrons, il eût mieux valu défendre leur goût de travail et l'U.D.B., parti des travailleurs bretons, ne peut que soutenir leurs revendications. Tout en soulignant que la situation actuelle est le résultat du Marché Commun que nous avons toujours dénoncé la construction européenne est un beau préalable pour laisser se développer la jungle des projets capitalistes — que gênent les vieilles frontières étatiques.

Cette affaire est aussi une illustration exemplaire de nos thèses. Depuis plus de dix ans, l'U.D.B. démontre — et les faits nous démontrent sans cesse raison — que la Bretagne est une colonie — à l'européenne. Nous avons maintes fois constaté l'impossibilité d'accumuler du capital dans les colonies, en Bretagne en particulier. Des villes atteignent une certaine prospérité, les entreprises bretonnes subissent la concurrence des firmes multinationales ou des trusts européens. Cette concurrence vout les entreprises bretonnes à une disparition à terme. Dans l'affaire des lignes aériennes, sans-marche c'est encore de cela qu'il s'agit.

Il est donc parfaitement illusoire de penser que le salut de la Bretagne et de son peuple puisse venir du développement d'un capitalisme « breton », comme certains courants régionalistes appuyés sur la petite bourgeoisie locale n'ont cessé de le prétendre.

D'une part, parce que « breton » ou pas, le capitalisme est partout de même nature et partout il repose sur l'exploitation des travailleurs. Ce n'est pas un hasard si Gouverneurs, P.D.G. de la B.A.I., était aussi à la tête des commandes payées de crédit qui prévalaient récemment interdite aux employés des banques l'exercice légitime du droit de grève.

D'autre part, parce que — aujourd'hui plus que jamais — le capitalisme en Bretagne ne régit en France. Toutefois d'entreprises françaises sont absorbées par des sociétés plus puissantes, américaines ou autres. L'indépendance économique nationale est un mythe en système capitaliste. Par ailleurs, ce n'est pas parce que la B.A.I. de Gouverneurs use et abuse du drapier breton qu'elle en oublie ses intérêts : cette firme « bretonne » sait parfaitement passer commande hors de Bretagne (en matière d'impression, par exemple) quand ses intérêts sont en jeu. La « solidarité bretonne » ne pèse pas lourd à ce moment-là.

La solution aux difficultés bretonnes est dans une attitude diamétralement opposée : il faut revendiquer, sans lâcher de place à l'illusion, pour le socialisme en Bretagne. C'est le seul moyen de sauver notre pays et son peuple.

Or, le socialisme en Bretagne, c'est l'affaire de l'U.D.B. Parce que notre parti — en progrès constants depuis onze ans — réunit, sur la base de sa charte, cette union des forces de gauche qui est si difficilement recherchée en France. Parti d'union de chrétiens et marxistes, réformistes sincères et révolutionnaires se retrouvent au coude à coude pour le combat prioritaire : sauver la Bretagne. Parti d'ouverture aussi : l'U.D.B. entend ne rejeter personne. Sur la base de notre charte nous accueillons rassembler tous les Bretons de gauche qui veulent sincèrement en finir avec les fléaux du capitalisme et qui veulent bâtir ensemble le socialisme libérateur.

La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

APPEL A NOS NOUVEAUX LECTEURS

Pour beaucoup d'entre vous, ce numéro de juillet du *Peuple Breton* sera celui de la découverte de notre journal. Aussi persévérerez-vous de vous présenter le plus important moment breton. Il y a onze ans, ce n'était qu'une modeste publication de 4 pages qui tirait à 1000 exemplaires. Depuis, sans aucun recul, le nombre de nos pages n'a cessé de croître pour atteindre les 16 à 20 pages que nous publions en ce moment. Le tirage a aussi augmenté puisque, ce mois-ci, nous tirons à 11 000 exemplaires !

Comment — dans le contexte de crise de la presse que l'on connaît — nous en sommes arrivés là ? Essentiellement pour deux raisons. Tout d'abord, le P.B. est un journal entièrement militant (on ne le croit pas toujours... à le voir) ; pas un de nos camarades n'est rémunéré pour son travail.

De la rédaction des articles à la confection de la maquette, tout est bénévoles ; c'est notre façon de militer, de servir notre peuple. Une

bonne partie des ventes du numéro est aussi assurée par les militants de l'U.D.B. Et c'est cette accumulation de dévouements militants qui nous permet de tenir la coop face à la grosse capitaliste et gouvernementale.

La seconde raison, c'est que depuis notre création, nous avons toujours été soutenus par nos lecteurs dans la fidélité. Ce n'est pas seulement. Année après année, l'aide qu'ils nous ont apportée par l'intermédiaire de cette souscription a grandi, nous permettant de faire partiellement face aux difficultés de trésorerie qui résultent de la conjoncture. Prendrez-vous place à la suite de nos amis de toujours ? Merci d'avance pour ce que vous ferez.

3^e liste

SOUSCRIPTION	
Videment Le Marin	30,00
J.C. St-Jac de Landerne	30,00
G.J. St-Pierre	30,00
Plouezec J.P. Nannic	30,00
C.A. Rennes	30,00
T. Tréguier	25,00
Bonne Tournais	30,00
D.I.F. Douar	15,00
TOTAL	274,00

Report de la deuxième liste : 1.551,34
TOTAL : 1.725,34

Collections reliées

Nous signalons à nos lecteurs, et particulièrement aux bibliothécaires, activistes, documentalistes, collectionneurs, etc., que nous disposons de collections complètes RELIÉES de l'année 1974 du PEUPLE BRETON.

Ces collections seront réalisées, au fur et à mesure des commandes, dans la limite des exemplaires disponibles.

Pour toute commande adresser un chèque de 50,00 F. (franco) à : Le Peuple Breton, C.G.P. Rennes 35078 avec votre adresse.

• LE PEUPLE BRETON •
manuel
Boite Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS
Ordinaire : 20 F
De soutien : à partir de 30 F
Etranger (par avion) : 45 F
C.G.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recevant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

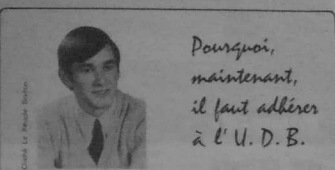
l'Union démocratique bretonne

Chateaulin-Kastellin

La récente section de Chateaulin poursuit son implantation par des collages d'affiches dans Chateaulin, Port-Lauray, Pleiben, Dinieul et Pont-de-Buis.

ou se poursuivent dans la région sont suivies avec attention. C'est le cas, par exemple, de l'affaire Corlay, ou des implantations militaires de Trévoignac où les terrains sont maintenant achetés, la partie la plus difficile de la bagarre s'engage.

Les comités qui se développent



Cette est l'Union Bretonne

Pourquoi, maintenant, il faut adhérer à l'U.D.B.

Pourquoi l'adhérer ce mois-ci à l'U.D.B. ? Pour la cause d'un peuple, pour celle des peuples opprimés.

Parce que l'U.D.B. doit devenir un parti de masse ; devant des dangers de plus en plus présents, les données économiques et politiques exigent. Seul le peuple breton est à même de prendre en main son destin, c'est affaire de démocratie !

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

Laisserons-nous développer l'urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

Laisserons-nous développer l'urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

Laisserons-nous développer l'urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

Laisserons-nous développer l'urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

Laisserons-nous développer l'urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

Laisserons-nous développer l'urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !



En Emsaver, c'est le militant breton.

C'est aussi le titre du journal intérieur de l'U.D.B. Jusqu'ici, il était polytypé avec les moyens du bord, et pendant des années, il a été le bien indigne des militants, à la fois organe de réflexion et journal officiel à part.

Seulement, le polytype c'est bien quand il n'y a pas trop d'impressionnistes, et que la croissance de l'U.D.B. se commercialise à titre juste. Alors, notre dernier comité a décidé d'en faire un journal imprimé (et illustré !), que tout militant reçoit chaque mois.

Le premier numéro d'*An Emsaver* imprimé, c'est un pas de plus dans le renforcement de l'U.D.B. et dans la cohésion de ses militants.

Un pas de plus également vers cette organisation à laquelle le mouvement breton a toujours été attaché et que, pourtant, notre peuple attend.

Tréguier-Landreger

Après les activités de soutien aux grévistes de la S.L.E. en mai (collecte, communiqués, organisation et animation d'un Fest-Noz. Hormis quelques portes refermées brutalement et quelques réflexions du genre « Non, je ne lis que les titres d'Ouest-France », cela a permis des échanges intéressants.

Lisez les brochures U.D.B.

- 1) L'agriculture bretonne. Positions de l'U.D.B. 4,00 F
- 2) Bretagne et Colonie. 2,00 F
- 3) L'U.D.B. et la rétinette de Brest. 2,00 F
- 4) Le « Charta international de Brest ». 3,00 F

Pour les commandes, adresser un chèque (bancaire ou postal) à U.D.B. - B.P. 304 - 29273 Brest-Cedex. Ajouter 1,00 F pour frais d'envoi postal.

Lapins de musique instruments de musique et partitions

VANNES-MUSIQUE
P. LOHICHEC
M. 10, M. 10, L. 10, S. 10, S. 10, S. 10



Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : _____

Adresse : _____

decl. vouloir adhérer à l'U.D.B.

A. _____

197

Signature : _____



CHAMBON-NANTES
LEON CHAMBON
 DIRECTEUR-GENERAL

COMMENT ON FERME UNE ENTREPRISE

L'INQUIETUDE est grande en Loire-Atlantique en ce qui concerne l'emploi. Isolé du reste de la Bretagne par un réseau de fumée soigneusement entretenu, peu familiarisé aux dimensions des Pays de Loire auxquelles il ne pourra jamais s'habituer tant les intérêts et les mentalités ne cessent d'être, ce morceau de Bretagne-déjà se sent abandonné. Les organisations syndicales et les partis démocratiques multiplient les initiatives pour faire face à la situation que les Pouvoirs publics et la droite traduisent la situation à leur manière.

Les licenciements pour raisons économiques ou raisons individuelles. Stendard leur contagion sur nombre d'entreprises, ce dont la presse écrite et parlée se fait impitoyablement l'écho (telles les sociétés nantaises de Yveline devenue SOLISOL à Caquefou), sont impitoyablement punies le total d'informations ne situe pas les conflits sociaux dans les secteurs essentiels bien que les travailleurs soient la grosse majorité des résidents et des électeurs.

Les Etablissements L. CHAMBON dans le quartier Lamoricière, sont un exemple parmi tant d'autres, de l'atmosphère qui règne. Rendez-vous plus auprès des délégués C.G.T. et C.F.D.T. grâce à un courrier de notre journal appartenant à cette entreprise, nous arrivons au moment même où l'ensemble du personnel se dirige, passantes en tête, vers l'une des magnifiques demeures qui entourent la place Mellinet. Le patron reside là. Nous nous joignons au défilé. Portes et fenêtres restent muettes malgré les cris d'appel et les slogans clamés par les travailleurs. Le meilleur argument est la fuite quand on se voit du sort de ceux qui ont été les victimes premières de la prospérité

cial) et leurs associés, les Lancelot (attribués à la fabrication et à l'importation).

Le fils Lancelot prend l'affaire en main en 1972. Mais la bonne volonté se peut remplir les capacités. La conjoncture économique aggrave ses difficultés, les restrictions de crédit et autres mesures gouvernementales qui favorisent les concentrations se l'éparquent pas.

Les autorités officielles ne se rendent guère compte du rôle peu reluisant qu'on leur fait jouer. Leur attitude est donc encourageante. Paroles communes du Directeur départemental de la Main-d'œuvre : "Je salue le C.G.T. et le C.F.D.T." Les marches de Cannes et de ses prédecesseurs, en sa qualité. Il est bien petit à côté des mutations industrielles et financières qui s'évaluent au-dessus de sa tête. On comprend pourquoi il se complait à faire dans les arrières, le nettoyage et les machines "Pays de Loire".

Autre leit-motiv : "Maintenir l'entreprise". C'est bien l'esprit des ventes de la gigantesque structure de la Direction et du Pouvoir à leur service. On s'ignore pas la manière d'agir :

- a) rendre marginales les petites entreprises ;
- b) leur mettre des bâtons dans les roues pour les empêcher de se redresser ;
- c) les faire disparaître.

C'est bien le cas présent. Ce mouvement de concentration me rassure, même J.J. Carraud à BASSE-INDRE spécialisé également dans la fabrication des emballages métalliques.

La nouvelle crise que traverse la société capitaliste, a bout de souffle dans sa course incessante vers le croissance, est un prétexte commode pour renforcer le gigantisme industriel, commercial et financier. Les plus puissants avec la complicité du Pouvoir politique et d'un petit patron qui préfère se solder par un profit plus sûr, même chez leurs propres concurrents.

Tout est mis en œuvre pour ne pas céder aux travailleurs à leurs organisations et aux peuples qui s'élèvent pas dans les perspectives capitalistes. La répression antidémocratique, les fermetures d'usines, l'opposition à l'alignement des salaires sur les prix, le refus de leur compte des intérêts des populations dans les projets nucléaires, les autoroutes, les ponts, les aérodromes, les ports de plaisance, etc., forment un tout. Ce, le fond plus apparent encore l'angoisse de l'entreprise et le prolétariat et la bourgeoisie. Le cas Chambon est une partie de la situation coloniale du peuple breton. Et la situation coloniale du peuple breton est une partie de la situation coloniale des peuples défavorisés. C'est la mission de l'I.U.D.B. de le démontrer chez elle et d'appeler au même combat ailleurs.

Aline Tassel
 et Aldrig Russon

CHRONIQUE DES MARINS
UN BILAN DE FAILLITE

Le pêche breton traverse une crise dont peu de gens soupçonnent l'ampleur et dont les effets risquent d'aggraver considérablement le déclin économique de notre pays particulièrement éprouvé par la crise du système capitaliste. En fait, cette situation s'écroule que ceux (mais ils sont nombreux) qui n'ont jamais compris qu'une telle évolution était inscrite dans les textes du Marché Commun que pour notre part nous n'avons jamais cessé de dénoncer depuis que l'I.U.D.B. existe.

Disons, non seulement les armateurs bretons connaissent des difficultés telles qu'ils sont pratiquement en état de cessation de paiements, mais c'est le tour successif de la pêche artisanale que l'on a crue longtemps à l'abri, qui subit durement les effets des effondrements de cours (langoustines dans le Nord-Bretagne, germon dans le Sud-Bretagne, etc.)

La que des produits achetés par des pays membres de la C.E.E. à des prix très élevés (c'est-à-dire rabaissés au Marché Commun) pénètrent librement dans l'Hexagone en changeant simplement d'étiquette. Voilà ce que signifie la fameuse formule des frontaliers. Voilà pourquoi le thon japonais change de nationalité en arrivant à Venise et pénètre l'effondrement du marché du germon et du thon tropical. Voilà pourquoi Norvège et Islandais exportent leurs produits sur la France à des prix de dumping par Hollandais interceptés, suivis de près par les armateurs bretonnais qui ont très vite compris les profits juteux d'un tel négoce. Pendant ce temps on laisse entendre que de nombreuses aides ont été débloquées : en réalité, il s'agit de promesses de prêts (et non pas de subventions) qui ne sont pratiquement pas entrées en application à moins que les Finances (l'Etat dans l'Etat) font la sourde oreille.

des pêches européennes, et démontre que la situation ne peut fondamentalement changer tant que les mécanismes de prix et de marché définis par les organisations de producteurs (et compatibles avec les impératifs de rentabilité des armements) ne seront pas respectés par l'ensemble des pays membres du Marché Commun.

Appliquée à la Bretagne, cette contradiction est encore aggravée par l'importance relative du secteur de la pêche dans l'économie de notre pays : 15 000 pêcheurs, soit environ 60 000 actifs avec les emplois induits. C'est tout l'équilibre de la zone littorale qui est en jeu, y compris certains secteurs urbains (Lorient, Concarneau) essentiellement liés à la pêche.

Nous sommes bien à la veille d'une catastrophe qui s'inscrit dans la logique du système capitaliste, amplifiée par le libéralisme giscardien. Quelles que soient les sommes du pouvoir, la Bretagne ne va pas tarder à compléter un nouveau bilan de faillite, avec ses inévitables conséquences pour les travailleurs : chômage et émigration.

H.C.

A Lorient, un conflit typique : LE PARADIS, SELON SAINT-SAUVEUR

La biscuiterie St-Sauveur, rachetée par LU BRUN, groupe qui vient lui-même de passer sous contrôle du trust Céralat, est bien dans la ligne de la surreproduction des travailleurs bretons. En effet, la comparaison entre l'usine de Lorient et les autres implantations de LU BRUN ne manque pas d'intérêt : pour les travailleurs lorientais, moins de 8 F de l'heure, (soit 1,50 F de moins qu'ailleurs), les heures de nuit payées à 25 % de supplément (50 % ailleurs), pas de prime de panier (contrairement aux autres usines), et enfin une prime de vacances très faible. Le travail ne fait dans des conditions difficiles. Le rythme soutenu du travail à la chaîne s'ajoute à la chaleur étouffante de la biscuiterie. Des choses toutes simples, comme le fait de se moucher, nécessitent la complicité d'un collègue pour ne pas être démasqué par le surveillant. On se brûle les doigts en ramassant les gâteaux très chauds, et on travaille souvent dans une position inconfortable pour atteindre les gâteaux les plus éloignés. Sans parler des femmes enceintes, à qui on ne fait pas souvent de cadeaux...

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Après une série de débrayages n'aboutissant à aucun résultat, la grève générale a été décidée, le 29 mai. Un « ras-le-bol » général a permis l'unité syndicale (F.O. et C.G.T.) qui n'est pas une tradition dans l'usine. Des ouvriers et d'habitués au calcaire ont surpris la direction en se levant, énergiquement dans la lutte. Taille ouvrière empêche les véhicules de sortir et s'alignent sur leur trajet. Taille autre jette des œufs sur le pont de non-grévistes et le directeur. D'autres, en dégradation importante, font une sérieuse au domicile personnel du directeur. Celui-ci refuse toute négociation, mais affirme qu'il n'a aucun pouvoir. La direction parvient, consultée par les syndicats, le considère, pas écrit,



Les pouvoirs publics idéalistes sans pouvoir que la cause du mal tient essentiellement aux mécanismes de prix et de marché mis en place par le Marché Commun. Cet avis hypocrite n'a d'apart que l'impuissance, habilement déguisée, du gouvernement français à stopper les importations L'incobérence (voulus) du système est tellement...

pladenou ketleg
 rikou soner
 38, rue PIERRE-SÉBASTIEN
 QUIMPER

Vous le disquaire à BREST :

CLASSIQUE
 VARIETES
 POP
 FOLK
 JAZZ

disco
 39, rue Jean-Jaurès — BREST
 DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

BRASSERIE-RESTAURANT
Les Messageries
 Place de la Mairie — RENNES
 (ouvert jusqu'à une heure du matin)

Tenant compte de la situation réelle, les syndicats déclinent finalement de ne pas maintenir à tout prix une forme de lutte qui risque d'aboutir complètement. L'arrêt de la grève peut apparaître comme une demi-victoire pour le patron qui n'a rien gagné. Mais le mécontentement du personnel n'a pas été inventé par les syndicats. Les travailleurs montrent par d'autres formes de lutte qu'ils refusent l'exploitation dont ils sont victimes comme les autres employés de LU BRUN, mais aussi la surreproduction éternelle qu'ils subissent comme tout d'autres travailleurs bretons.

Joël Guégen.

à chouchenn TEL: 88.07.65

A une question posée à

ER ZOUZ
 e MORTROULEZ
 à zo GUINNESS DEUZ AR VARRIKENN
 à chouchenn TEL: 88.07.65

agence immobilière
 JOCQUES QUELON

agence immobilière
 JOCQUES QUELON

agence immobilière
 JOCQUES QUELON

UN DÉBAT DU PEUPLE BRETON



Rencontre de... (à droite) de M. L. L...

Il y a six ans le Peuple Breton publiait un débat sur les « Fêtes folkloriques en Bretagne », qui, en même temps qu'il soulevait le glas d'un certain nombre de catégories de folklores alimentaires, donnait le signal d'un renouveau, qui, dans ce domaine, a dépassé tout ce qu'on pouvait prévoir alors.

Aujourd'hui, la fête en Bretagne, ça part dans tous les azimuts, parfois très vite et sans beaucoup de réflexion.

Pour faire le point, et pour donner au mouvement un élan nouveau, l'U.D.B. a réuni le 2 février à Lorient, une table ronde sur ce thème. Nous publions ici des interventions de Patrick Malrieux (de Dinan), André Feller (de l'office d'action culturelle de St-Brieuc), Tugdual Kalvez (Kendalc'h), Bertrand Borne (d'Ar Falz), Gérard Pigeon (du Bleu-Brug) et de Méline Favennec (des Diabolés et Menez), heures autour de nos camarades Joël Guiguen et Claude Richard.

Claude Richard
Depuis 1986, il y a eu une évolution. Certains vont dire en bien, d'autres vont dire en mal. Il y a eu une multiplication des festnoz, avec une participation accrue. Parallèlement des chanteurs sont apparus, qui évoluent avant, mais qui sont devenus plus populaires, comme Servat et Sivel. Nouveaux également, leur participation aux luttes sociales, par les gais de soutien. Des formes d'expression chorégraphiques ou héraldiques ont également vu le jour. Et puis, il y a les festivals. Certains ont été récupérés commercialement. Kar-taig par exemple, d'autres ont essayé d'apporter quelque chose de nouveau, tel Lorient, mais on peut également les critiquer sur le plan commercial.

Patrick Malrieux
Il y a une évolution, certes, mais celle-ci ne pourra rien, c'est celle des changements de société. La société rurale avait un certain nombre de moyens d'expression, la veillée, le fest-noz. Et puis la société rurale, et bien, elle devient citadine et les moyens d'expression changent.

André Feller
Traditionnellement, dans un spectacle on touche toujours à peu près la même clientèle. Au mal breton, à St-Brieuc, on souhaitait toucher une autre catégorie de gens, et c'est ce qui s'est produit. Surtout dans les manifestations très populaires comme les festnoz, les spectacles Servat et Sivel, mais pas tellement dans les débats, les réunions qu'on voulait mener sur le vie en Bretagne maintenant. Les premiers festnoz ont été très réussis, puis on s'est aperçu que ça s'effritait peu à peu, que ça se transformait un peu comme les bals, que les festnoz avaient d'ailleurs supplantés.

Patrick Malrieux
Je ne connais pas de pays en

Europe, ou de région qui ait récupéré les expressions publiques de manière comparable au fest-noz. C'est au point que des organisations qui n'ont rien à voir avec la Bretagne se sentent maintenant obligées, pour gagner des sous et pour attirer quelqu'un, de faire un fest-noz ; j'aimerais que c'est un acquiescement. Que ça soit un peu négatif, sur le plan de la qualité, c'est certain.

Méline Favennec
Je me réjouis de voir que les festnoz prospèrent. Actuellement, certains semblent déplorer que les festnoz se lassent par n'importe quel idiot, je suis bien content quand on me téléphone on me dit : « Voilà, d'habitude on fait un bal, cette fois on va faire un fest-noz ».



Fest-noz après le congrès de l'U.D.B. à Locudy.

A QUOI SERT UN FEST-NOZ ?
Bertrand Borne
Il faut toujours se demander, par qui c'est organisé et pour quoi faire. Les fêtes de Cornouaille, par exemple sont fabriquées avec l'aide de des commerçants de la ville, avec l'appui même d'un inspecteur de la jeunesse et des sports et de gens qui, par leur fonction, sont pratiquement obligés d'être dedans. Ça n'a rien à voir avec, par exemple, la fête du cheval, à Braspart. Là, on voit toute une population, ou du moins une frange importante être dans le coup, organisant sa propre fête. Il y a un jour où les chevaux défilent, il y a un soir qui s'appelle le Fest-Notz Vraz, beaucoup de gens du coin, les paysans des alentours, les touristes y étaient. La première fois que ça a été fait, les gens se sont dits : « on a fait un grand boum, il y avait du monde, mais on n'était quand même pas chez nous ». Le lendemain, on a fait un fest-noz Vhan pour les gens du coin et les organisateurs, avec des tripes - mokozh ». C'était absolument formi-

de, les gens avaient appris à être ensemble. C'est-à-dire qu'ils organisaient leur propre affaire, mais qu'après, ils vont se retrouver ensemble à un autre problème, plus grave, se pose dans le coin de Braspart.

Je ne pense pas que le fest-noz soit simplement un lieu où l'on fait de la musique et où l'on danse. C'est aussi l'endroit où l'on se rencontre, où l'on discute, où l'on vend des journaux, des livres quelconques ; donc c'est très important et c'est à nous, en tant que militants bretons de faire en sorte que ça ne devienne pas un bal pincé-fesses, où on va après pendant un quart d'heure dans les buissons, puis on revient.

Mais j'imagine très bien qu'on aille à un fest-noz sans savoir danser, pour rencontrer des gens. Ça ne me gêne pas du tout quand il y a des gens autour de la buvette. Ça me gêne quand ils sont assis, parce que je trouve que c'est triste pour le peuple breton.

Tugdual Kalvez
Je ne suis pas sûr qu'à la limite la fête folklorique n'entre pas dans ce cadre. Par exemple, Quimper, ça peut être pour certains l'occasion de se divertir, pour certains de créer (les ballets bretons), de manifester ce qu'ils ont créé, ça peut être l'ouverture au contact des groupes slaves, sud-américains, africains. Ce qui fait voir, ce sont les dominantes, ce qu'on fait le plus dans une fête folklorique. Est-ce la création ? Manifestement non. Alors la fête folklorique demande à être analysée, pour montrer comment on peut la faire évoluer dans le sens de ce que l'homme recherche dans la fête.

André Feller
Il faudrait peut-être ajouter une dimension, c'est que, quelquefois, la fête peut être une soupape de sécurité, de telle façon qu'à un moment donné on permette officiellement aux gens de s'exprimer pour mieux les reprendre en mains après : on dit « vous le pouvez, parce que c'est la fête, mais attention, après ce ne sera plus la fête ».

La vraie fête, celle qui émane du peuple est plus subversive ; si petit à petit elle est devenue célébration c'est qu'il a fallu, pour le pouvoir en place, lui trouver une structure qui l'enferme, pour qu'elle ne devienne pas réellement subversive. La fête ne m'intéresse pas dans ce qu'elle a de célébration, mais dans ce qu'elle a de libération.

Patrick Ewen, lors d'un spectacle pour le Joint Français.

Elles valent la peine d'être considérées.

Gérard Pigeon
La fête, c'est le seul instrument qu'on ait en ce moment pour essayer de donner aux Bretons, à la fois le moyen de s'exprimer, de se conscientiser sur certains plans, de se divertir, de se donner l'occasion de créer et de s'isoler aussi, par la même occasion à ce qui peut se faire ailleurs, parce qu'on admet que tout oppose extérieur peut être bon. Bien entendu, la fête folklorique n'entre pas dans ce cadre.

Bertrand Borne
Moi, ça m'est arrivé dans un fest-noz à Brest il n'y a pas très longtemps, à Nantes aussi, de dire au gens « ceux qui veulent des macarons pour le comité de défen-

[Suite p. 9]

LA FÊTE EN BRETAGNE

Gérard Pigeon
Maintenant en Bretagne, il y a des villes de cent, deux cents, trois cent mille habitants. Si l'on n'est pas capable de greffer la culture bretonne sur ces villes, et bien, il n'y aura plus de fêtes bretonnes. Il n'y aura plus de culture bretonne. Il faut des fêtes au niveau où se ressentent les communautés ; mais peut-être faudrait-il aussi une fête nationale bretonne ? Après tout, la fête de l'humanité est une fête populaire, une vraie fête au sens participation, au sens culturel, même au sens transgression de pas mal de choses.

Alors venant des questions : ne peut-on refaire des fêtes regardant leur hérité aux bretons ? Comment les représenter de manière à leur donner une ambiance exclusivement bretonne ?

D'AUTRES EXPRESSIONS
Gérard Pigeon
La musique n'arrivera pas seule à faire aboutir la conscience politique. Il y a d'autres formes d'expression, par exemple, le théâtre. Au Bleu-Brug, nous avons monté des spectacles de qualité, nous avons eu les paludiers de Guérande, les comités de quartier de la



Méline Favennec
En ville, si l'on fait la fête dans un lieu neutre comme souvent dans un gymnase, ou les murs sont gris, faire la fête là-dedans, ce n'est pas très drôle. Je suis étonné de voir que les graphistes, les peintres ne participent pas tellement à la fête.

GRANDES OU PETITES FÊTES
Bertrand Borne
Je voulais parler de la taille des fêtes. On peut penser qu'au-dessus d'une certaine taille, ce n'est plus une fête bretonne, mais une fête nazie, comme à Nuremberg. Des grands rassemblements, c'est indispensable quand il se passe quelque chose, mais quand il ne se passe rien ?

Si c'est organisé par les gens du coin, même avec des appuis extérieurs, ça garde quand même une dimension, je ne dirai pas humaine, mais où on peut encore causer.

Tugdual Kalvez
Il y a une rapide évolution, et l'on trouve, à Kendalc'h, des textes qui disent : les cercles celtiques ne font pas abandonner.

Christian Bonnet, à la fête des menhirs, à Camac.



La fête enfermée dans une structure, les notables en profitent, puisqu'il y a des gens qui aiment. A condition qu'on sache qu'il y a autre chose derrière, qu'on le dise, je crois qu'il ne faut pas être pessimiste. Je ne suis pas pessimiste ; la seule chose qui m'inquiète un peu, c'est l'absence de création. Mais si nos fêtes donnaient à cette création une place plus grande, je crois qu'elle renaitrait. Il me semble que ça pourrait repartir, il ne faut pas abandonner.

TRIBUNE LIBRE

LIBERTÉ SEXUELLE CONTRACEPTION, AVORTEMENT POUR QUI ?

J'AI FAIT LE JUREMENT
D'HYPOCRISIE EN ME FAISANT
L'AVORTEMENT À 20 ANS.



Alors, sous conditions de vie et sans problèmes de santé les catégories de personnes bretonnes, le P.C. a mobilisé tous les moyens d'urgence pour satisfaire les femmes en Bretagne dans de nombreux secteurs (1). Articles sur l'insécurité à Brest, la S.P.L. à Fougeres, des employeurs de la marine à Combourg... Mais sans doute n'est-ce pas toujours, rendu compte des problèmes spécifiques de la femme. Cependant le récent congrès de l'U.D.B. parle d'une contribution de la section de Lorient, on a entendu l'analyse et le détail des questions.

Voilà le témoignage que nous avons une lectrice, militante au M.L.A.C.

La lutte menée ces dernières années a fait avancer la liberté des femmes dans ce domaine. La contraception est maintenant remboursée, l'avortement n'est plus légal et la loi commence à être appliquée dans certains hôpitaux. O scandale ! certaines femmes parlent de liberté sexuelle et de droit au plaisir !

Cependant, en Bretagne, le poids de la tradition et de la religion reste très lourd, et plus qu'ailleurs peut-être se font sentir des blocages, des inhibitions et la liberté est loin d'être acquise pour la plupart des femmes.

La contraception, que l'on croit répandue car les journaux ont parlé, à tort et à travers, de la pilule, est encore très peu utilisée : moins de 20 % des femmes en 1972 ! Et en Bretagne ? Dans le Morbihan et les Côtes-du-Nord, moins de 100 femmes inscrites au Planning Familial et les chiffres diminuent chaque année. Même dans les départements où les adresses étaient nombreuses (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Finistère), l'information avait atteint les catégories sociales privilégiées, mais n'atteignait pratiquement pas les agricultrices, les employées et les petites commerçantes et marchandes dans notre région. La pilule est cherchée par les femmes de leur milieu social dans le fait que des femmes les plus favorisées. Certaines femmes qui, parfois, mélangent les caprices sexuels plus qu'ils n'y participent, estimant que ce n'est pas à elles de « faire attention » alors qu'elles ont d'habitude, elles sont à première vue, à leur affaire. Mais il arrive aussi que le mari craigne que sa femme, libérée de la peur de maternité non voulue, ne redouble et ne découvre de plaisir ailleurs. C'est pourquoi la pilule n'est pas toujours admise par ceux que leur profession éloigne du domicile conjugal (marins, représentants...) car il faut la prendre tous les jours et elle est efficace tous les mois alors qu'ils ne sont là que de temps à autre.

Mais la résistance vient surtout du milieu médical dans le Finistère, une femme ayant eu 11 avortements nous a dit : « J'en aurais bien eu 7 ou 8 de moins, mais mon médecin était contre la pilule. » Mais ce sont surtout les jeunes célibataires qui ont des difficultés à obtenir une

méthode contraceptive. Une jeune fille de 19 ans s'est vu dernièrement répondre par son médecin traitant, à Brest : « La pilule ? Pourquoi faire ? Pour aller vous faire cultiver à la sortie du coté ? » En 1974, dans le Morbihan, une jeune ouvrière, déjà mère célibataire s'est vu, après un avortement Karman, refuser la pilule par son médecin, celui-ci l'avait auparavant « recommandée » pour ne pas avoir voulu rendre sa grossesse alors que la garde de sa fille lui coûtait déjà la moitié de sa paye.

La contraception étant peu répandue, les avortements sont nombreux. Presque toutes les villes du Finistère et au M.L.A.C. sont dues à des demandes d'avortement (soit environ par semaine pour Quimper et sa région). Elles sont surtout le fait de jeunes filles de 17 à 23 ans (on a encore chez nous souvent la dent dans à l'égal des filles nées) et de mères de familles nombreuses qui sont souvent passés la quarantaine.

Alors que la contraception médicale ne touche encore que des milieux privilégiés, les demandes d'avortement émanent de tous les milieux sociaux y compris des milieux ruraux. Mais le poids de la morale religieuse est encore très lourd pour les catholiques. Elles sont souvent culpabilisées. Il faut avoir vu, pour le comprendre, le regard étonné de cette mère de 7 enfants qui cherchait une solution à une grossesse non désirée, disait : « Madame, je suis protestante, mais cette fois, vraiment je ne peux plus ! » Et c'est aussi à propos de ces femmes qu'on peut parler d'avortement de conscience.

Cependant la situation évolue. Dans la région, des hôpitaux, parfois même des cliniques à personnel professionnel reçoivent maintenant pour des interruptions de grossesse. La contraception progresse. La lutte a été dure, mais elle nous a permis de réfléchir à notre condition : elle nous a fait aller plus loin dans nos revendications. En Bretagne, le poids de l'idéologie traditionnelle de la religion, reste très lourd. Et ce ne sont pas les plus dominantes qui revendiquent les premières. Les bretonnes sont, dit-on, très pieuses. Mais, malgré les tentatives de récupération comme « l'année de la femme », les plus exploitées ne sont-elles pas les plus énergiques pour réclamer et obtenir plus de liberté.

Claude Michel

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

GUINCAMP : - LIBERTÉ D'ENTREPRISE -

Les onze ouvrières de l'entreprise Marnin de Kérloas en Plouisy ont appris la liquidation des biens de leur entreprise de construction par une annonce lapidaire parue dans un hebdomadaire local. Depuis 3 mois, aucun d'eux n'a perçu de salaire, aucun n'a reçu de lettre de licenciement et le patron est parti sans laisser d'adresse. Si bien que les ouvrières, pour la plupart mères de famille nombreuses ne perçoivent ni allocations familiales, ni allocations de chômage. L'appel à un huissier leur a coûté 35 F chacun, mais ils attendent toujours. Une fois de plus, la liberté d'entreprise n'est pas la liberté des travailleurs.

MOR-BIHAN

PONTIVY : LICENCIER PLUTOT QU'APPLIQUER LA LOI

Quand un patron a décidé de licencier, nul impératif « moral », nulle intervention des pouvoirs publics ne l'en empêche. L'entrepreneuse Jacques a, en quatre ans, bénéficié de primes substantielles pour faire passer son effectif de 300 à 900 salariés. Quand, le 15 mai, elle décida 102 licenciements, en prépara 40 autres, personne ne peut demander de compte au patron.

Le sous-préfet de Pontivy s'est conduit, en la matière, de manière particulièrement honteuse, se moquant ouvertement des ouvriers, affirmant qu'il connaissait depuis longtemps l'intention du patron de licencier et rimaillant sur les délégués syndicaux qui avaient cru en la parole du patron.

Il suffirait pourtant d'appliquer la loi pour que les emplois soient maintenus, le gouvernement payant la part patronale du chômage partiel. Mais la loi n'oblige pas le patron... à appliquer la loi ! C'est à lui de choisir entre diverses solutions, il a, cyniquement, choisi la plus brutale.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES : LE DÉSERT CULTUREL NANTAIS

Les « fils-à-papa » de la jeune chambre économique (simple association) accomplissent des actes « juvéniles » de bravoure... dans la foulée réactionnaire de leurs aînés. Ce sont eux les organisateurs du concours « Pays de Loire » dans les écoles. Au moment des récompenses, ils ont déploré les propos des journaux de l'iris au sujet du « désert culturel nantais ». Et de citer les réalisations parisiennes de la bourgeoisie « amenées » à la brave population de la ville...

S'il n'y avait pas la spectaculaire rénovation du patrimoine breton que n'atteint pas l'indigence intellectuelle des jeunes patrons, qu'y aurait-il eu en danses, chants, théâtre émanant du peuple et inspiré du passé ? Il est vrai que le conditionnement culturel contribue à l'exploitation sociale !

Chronique réalisée ce mois-ci avec la participation des sections de : Brest-centre, Brest-Lambézellec, Nantes-St-Herbin et Trégier.

ILLE-ET-VILAINE

FOUGERES : QUI EST RESPONSABLE DU CHOMAGE ?

Alors qu'on licencie chez Cyclone (22), qu'on en prévient 250 chez Martin, qu'il y a de sérieuses alarmes pour Rehaut et Morel-et-Gaté, que la plupart des entreprises de la ville sont en péril, les politiciens de droite amènent le topic.

Yves Corvaisier, ancien candidat centriste, attaque de manière violente le député UDR Cortat. Il n'oublie tout simplement de signaler que tous deux ont soutenu et soutiennent encore la politique désastreuse de Giacard.

La comédie ébouriffante, qui consiste à se quereller à fleurs mouchées, ne pourra longtemps duper les travailleurs. Dans la crise actuelle, c'est la droite, toute la droite, qui est solidairement responsable.

FINISTÈRE

BREST : LE PERSONNEL DE L'HOPITAL MANIFESTE

Au Centre Hospitalier Universitaire de Brest, une centaine de postes, dont 90 d'infirmières, sont vacants. Comme le nombre de malades ne diminue pas, cela provoque une surcharge de travail pour le personnel en place, avec en conséquence, une baisse dans la qualité des soins donnés. Telle infirmière qui tombe malade n'est pas remplacée, telle autre doit travailler pendant trop d'heures consécutivement ou se trouve seule dans un service pendant une nuit.

Devant cet état de fait, le personnel hospitalier a manifesté à Brest le 11 juin.

Dans un tract distribué à la population à cette occasion, la C.G.T. réclame une augmentation des effectifs, aussi bien de soins qu'administratifs, une réduction du temps de travail, une augmentation des possibilités de formation de tout le personnel (école d'infirmières est trop petite, il n'y a pas de personnel suffisant pour former plus d'aide-soignants et la possibilité de formation professionnelle est continue est réduite).

La C.G.T. souligne également que, dans une ville qui comptera bientôt 10 000 chômeurs, il est anormal que des postes vacants ne soient pas pourvus.

grapholor

ETUDE APPLICATION GRAPHIQUES

SARL au capital de 40 000 F
rue de la montagne
29 136 LOGNONAN - 91 73 30
c.c. 74 B 42 QUIMPER

Petites Annonces

Mesure spéciale, pour vos amoncelés, nous proposons pour vos vêtements de la coupe qui vous conviendra de même qu'au professionnel et qui vous permettra de vous faire plaisir en achetant ce qui est d'usage de Bretagne pour vos vêtements de la coupe de l'artisan.

DEMANDES D'EMPLOI

— 2 étudiants, garçons et fille, avons 6000 francs de bourse, cherchons travail dans Brest, Trégier, Lorient, Combourg. Peut-on en condition pour Brest.

— Jeune femme, 26 ans, cherche emploi dans le secteur culturel, social, technique, secteur privé, secteur de formation, relations publiques, etc. — Diverses autres propositions en Bretagne, par exemple pour région de Brest et Lorient. Envoyer à : Lorient.

— Jeune femme, 26 ans, cherche emploi dans le secteur culturel, social, technique, secteur privé, secteur de formation, relations publiques, etc. — Diverses autres propositions en Bretagne, par exemple pour région de Brest et Lorient. Envoyer à : Lorient.

KABIGS, CABANS, MARINIERS,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR
247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITÉ — CHOIX

Tél. 44-75-89

Signé par sept
partis de 6 pays

un document international

La Déclaration de Brest

imprimée en suisse,
diffusée en Bretagne par l'U.D.B.,
4 francs (3 francs port)

à acheter à U.D.B. 8, 9, 300 - 29722 BREST CEDEX
C.F.P. Rennes 2, 33 78

**ABONNEZ-VOUS
AU PEUPLE BRETON**

ADHÉREZ A L'U.D.B. REJOIGNEZ L'U.D.B.

Peuples opprimés

DECLARATION DE BREST

Le 3 juin 1975 a eu lieu la quatrième réunion de la « Déclaration de Brest ». Toutes les organisations agissantes (F.I.C., V.D.B., Mouvement Républicain Irlandais - H.A.S., Guyana Gosh - R.C.T. - F.S.A.N.) (F) étaient présentes, traduisant ainsi une volonté de construire un front politique capable d'élaborer au niveau de l'échelle un stratégie de lutte de libération nationale et sociale.

Voici quelques extraits du communiqué final établi à l'issue de cette quatrième réunion :

En Irlande du Nord et dans l'état de « libre » du Sud, les camps de concentration regroupent d'innombrables et de femmes qui sont opprimés au système colonial. Afin de protéger ses intérêts, le capitalisme britannique avec son armée, maintient les flammes d'un conflit social en Irlande du Nord. Avec ses légions irlandaises, elle continue d'exploiter tous les moyens, y compris la contre-révolution de F.I.R.S.P. et des Provos, pour briser la véritable dynamique des travailleurs irlandais vers une république souveraine et socialiste.

En Pays Basque Sud, la répression touche toute la population : c'est l'état d'exception. La police arrête et torture, Garretand, Otegui, Eva Forest respectent leur tête, tout comme en Galice et en Catalogne où plusieurs militants révolutionnaires ont été arrêtés.

Cette répression est suivie d'expulsions de grèves à la complétude de la police française que son libéralisme apparent n'empêche pas de faciliter la tâche des tortionnaires de Franco (manœuvres communes, échanges d'informations, expulsions vers l'Espagne, etc.).

Au nom des peuples que nous représentons, nous appelons toutes les organisations des peuples opprimés d'Europe occidentale à se joindre à nous dans le combat pour une EUROPE SOCIALISTE ETABLI SUR L'EQUALITE DES PEUPLES QUI LA COMPOSENT.

PROLETARIATS DE TOUTES LES PAYS ET PEUPLES OPPRIMÉS : UNISSEZ-VOUS !

PEROU

Le Québec, c'est-à-dire la langue dans laquelle s'expriment les anciens francs avant l'arrivée des conquistadors, est maintenant langue officielle du Pérou.

Le gouvernement militaire vient de promulguer une loi donnant au Québec un statut égal à celui de la langue espagnole, ce qui veut dire que cette langue indienne sera enseignée dans toutes les écoles depuis le primaire jusqu'à l'Université.

TERREUR FRANQUISTE EN EUZKADI

La H.A.S. (Herriko Alderdi Sozialista) vient de publier un dossier complet sur ces événements qui constituent un épisode particulièrement marquant de la lutte d'un peuple pour sa liberté. Une lutte qui s'est brusquement radicalisée dans un contexte du régime franquiste que d'aucuns pensent moribond et qui s'éveille d'ailleurs en ce Catalogne, en les Galiciens, L'empire et le monstre des Indes rend difficile la publication d'un compte rendu exhaustif, aussi abondant qu'objectif, sans négliger les principaux traits de la répression et de ses conséquences.

LA REPRESSION

Il y a longtemps que le régime n'a pas déployé un tel arsenal répressif. Car les militants d'E.T.A. commencent depuis de nombreuses années les arrestations, tortures et assassinats préparés par le police. Mais 1975 connaît un véritable détachement de la brutalité franquiste qui n'a jamais atteint plus personne. Comme ces nombreux prisonniers, torturés, passés à tabac, incriminés (le Père Txaso Erquiaga arrêté et torturé, le Père Félix Durugui, âgé de 80 ans, arrêté et torturé, le Père Enrique Echazur, frappé à coups de crosse dans son église, le Père Audouard dont la maison a été mitraillée à Ondarrea, etc., etc.), ou bien encore ces parents froidement déshabillés par la garde civile (Irak, 83 ans, et la femme Blanca, 40 ans) pour le simple motif qu'ils hébergent un militant d'E.T.A. Comme aussi la mort d'un grand nombre de personnes arrêtées (plus de 1 000 dont plusieurs dizaines d'écroulés) (1), depuis que l'état d'exception a été déclaré le 25 avril dernier ; plus de 800 personnes sont aujourd'hui détenues (sans de véritables perspectives) (2). Et l'on estime que 80 réfugiés politiques ont été envoyés chaque mois en Espagne.

LES HARBOUZES

Le fait nouveau dans cette escalade est l'apparition des barbozues et des pilotes parasites. Ainsi que l'ont écrit les Chefs de Key (groupe d'extrême droite par excellence) qui ont écrit : « Les pilotes parasites ont été expulsés de France (manœuvres communes, échanges d'informations, expulsions vers l'Espagne, etc.). »

LA COMPLICITÉ FRANÇAISE

L'incident qui se oppose à Bayonne un commando d'E.T.A. à un filé espagnol (l'appel à nous une baie dans la courbe) est très révélateur de l'état d'exception.



Bayonne - 14 juin 1975 - l'habitat de Bayonne a subi de graves dommages.

Le 14 juin à 11 h, l'habitat de Bayonne a subi de graves dommages. Les enquêteurs de police ont constaté le transfert d'un objet. Qui est cet objet ? Il ne fait appel W.B. Edwards et il s'agit d'un important nombre de commandes françaises de « Christal » opérant dans l'Hexagone !



Bayonne - 8 juin 1975 - incendie des locaux espagnols.

depuis le mois de mai, destruction de magasins dont la propriété était confiée comme auparavant, passage à tabac de l'avocat Pedro Ibarra Guaita (on dit avocat de Buguel) et de nombreux autres, piégeage, mitraillage et incendies de villages incriminés en France (plus de 20 exploitations, incendies, violences ou destructions, dont des avions d'art basques, ont été détruits depuis le 5 mai).

Cette pratique n'est d'ailleurs pas limitée au sud, car dès le 21 mai, des commandos ont commencé à agir au Nord : découverte d'une bombe dans un local où s'étaient 200 enfants, piégeage par deux fois de la librairie Mugelos, menace de mort, etc. Le 11 juin un commando français saute à Biarritz avec la bombe qu'il voulait planter. Le 12 juin, c'est le siège de l'association Amal Arria qui se situe à l'association d'Arria aux « Harboz », puis la librairie Napez à Biarritz, tandis qu'une bombe saute dans un village d'Harboz.

UN NOUVEAU BUREAU

Pendant ce temps un nouveau Bureau se prépare, il s'agit d'une partie de la police comme le franquisme en et le secret devant le tribunal militaire où sont comparés deux militants révolutionnaires basques, José Garretand et Tuxa, arrêté et grévement blessé à la tête le 25 août dernier (il reste aujourd'hui physiquement très affaibli) et Angel Otegui. Seul le poste de l'opinion publique internationaliste peut encore déjouer Franco de faire assassiner ces deux hommes ainsi qu'Eva Forest, mais de 3 enfants accusés de complicité dans l'attentat contre Carrero Blanco et la Puerta del Sol.

A tous ceux qui ont été torturés, à tous ceux qui ont été torturés, nous souhaitons bonne conscience et bon appétit. Et s'il y a des baïes perdues, qu'on ne vienne pas nous demander de verser des larmes.

Service des Relations Internationales de l'U.D.B.

(1) Il a fallu réquisitionner les avions de Bilbao ainsi que 2 collages pour les loger : comme à Santiago du Chili.

PROTESTEZ !

Le Comité exécutif de l'U.D.B. demande aux lecteurs du Peuple Breton de retourner à l'ambassade d'Espagne (15, avenue George V, 75008 PARIS) l'adresse ci-dessous (pour le français) :

M. René Milla
adresse postale exigée contre la répression qui frappe le peuple basque et demande la libération des patriotes emprisonnés.

Le signature



COURRIER DES LECTEURS

Chaque mois nous recevons un abondant courrier de nos lecteurs satisfaits ou mécontents du « Peuple Breton ». Nous devons bien entendu choisir parmi ces nombreuses lettres celles qui nous semblent les plus intéressantes ou les plus représentatives et nous les publions au « Courrier des lecteurs », qu'elles nous passent la broche de l'annonce. La plus souvent elles sont accompagnées du nom ou des initiales de leur auteur, sauf quand, pour des raisons de sécurité entre autres, celui-ci nous demande de conserver son anonymat. On comprendra que nous nous refusons à publier la liste des noms des auteurs de lettres de critique ou d'insulte par un tel auteur par un endosseur et des auteurs qui restent anonymement anonymes, ou qui se contentent de signer « B.B. », ce qui ne veut guère rien.

Pour cette soirée, vingt-neuf télégrammes ont été expédiés à des artistes, et seul Gilles Servat aurait répondu. Nous devons bien entendu choisir parmi ces nombreuses lettres celles qui nous semblent les plus intéressantes ou les plus représentatives et nous les publions au « Courrier des lecteurs », qu'elles nous passent la broche de l'annonce. La plus souvent elles sont accompagnées du nom ou des initiales de leur auteur, sauf quand, pour des raisons de sécurité entre autres, celui-ci nous demande de conserver son anonymat. On comprendra que nous nous refusons à publier la liste des noms des auteurs de lettres de critique ou d'insulte par un tel auteur par un endosseur et des auteurs qui restent anonymement anonymes, ou qui se contentent de signer « B.B. », ce qui ne veut guère rien.

l'actes rapidement dans la région de Lorient, sans expédition de télégrammes. Ils n'étaient donc pas concernés par la critique formulée dans mon article : le message donné à P. Le Goff, la proposition de manger du poisson plein de phosphore 37/4, dit O. Servat non comme « chasseur paternel » (qui se dit être un militant breton pour lequel un tel appui à toute idée bretonne est capital, pour lequel un tel appui est une certaine mesure - complexe - quant à la possibilité de la parler et de l'appliquer. Pour faire progresser l'idée bretonne et donner une certaine crédibilité aux partis politiques bretons, le breton doit être le « far de lance » du mouvement breton. Pour se rapprocher du peuple, et le servir du peuple breton, des paysans - réactionnaires et du service de la bourgeoisie, le militant doit faire usage de breton pour créer des communications. D'ailleurs, au niveau même un breton est français à leur

L'HONNETETE DES DIFFUSEURS

Cher Peuple Breton, J'ai vu l'un de vos lecteurs occasionnels, le meurtre anonyme de l'un des diffuseurs bre de passage de Brest au Palais des Sports à Paris. Ma surprise fut grande de lire dans les numéros du mois de mars) non seulement la liste des noms des auteurs, mais aussi le nom de leur adresse, ce qui est tout à fait contraire à l'éthique de l'abonnement 1975. Le refus, le croit, continuer d'avoir confiance en la grande honnêteté de ses diffuseurs. Bravo aussi à ton brasseur et à sa saine conscience.

Mes moyens sont modestes, mais je voudrais que vous et moi nous aidions à faire de ce journal un journal qui ne soit pas un journal de poche, mais un journal qui soit un journal de poche.

L.F. 95 - Argentueil

RETOURNEZ DANS TON PAYS !

Il me semble que tout cela mérite un rectificatif de votre part, car le fait que la qualité de votre article ait été présentée a été la même, que ce soit par des artistes connus ou par des inconnus. Mais peut-être aussi être une volonté paternelle pour avoir le droit d'être mentionné par le Peuple Breton ? Quoiqu'il en soit, si M. J. Guigan a la mémoire défaillante, consultez-le même temps qu'un soutien langilhe ou marine-pêcheurs, la phosphore c'est très bon pour la santé. Un « B.B. » d'huile de fote d'huile lui fait pas d'autre non plus.

Patrick Le Guercif, 56 - Guérol

Il est un fait que Gilles Servat a été le seul des 29 déserteurs de l'Armée de l'Air à répondre positivement à l'appel des organisations.

Il n'est pas certain que rien n'a été fait par ailleurs par les choristes et groupes à l'occasion de cette grève. Par exemple, des groupes comme Ar Van ou Djbouteb ont pu être con-

LA BIGORNE

Discothèque CONCARNEAU

Y.B.B. - Tourning

BREIZH-BAR

Crêperie PLOUJALMEZEAU

DU POISSON PLEIN DE PHOSPHORE

Dans votre dernier numéro de P.B. (Avril 75), j'ai été surpris par un article intitulé : « Des gens qui ont la pêche » (écrit par M. Guigan) à propos d'une soirée de soutien aux marine-pêcheurs peu scabellistes.

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON
Boite Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM	PRENOM
ADRESSE	
Envoyez un abonnement ordinaire (10 F) (1) 25 F (1)	
un abonnement (1) étranger par avion (2) 45 F (1)	
A partir de 100 F	
Envoyez le règlement par chèque postal (1) (1) Répondre les numéros suivants :	
à l'adresse ci-dessus	

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH
en langue bretonne

NOM	PRENOM
ADRESSE	
Envoyez un abonnement ordinaire (10 F) (1) 25 F (1)	
un abonnement (1) étranger par avion (2) 45 F (1)	
A partir de 100 F	
Envoyez le règlement par chèque postal (1) (1) Répondre les numéros suivants :	
à l'adresse ci-dessus	

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

SOMMAIRE

PAGE 3

POURQUOI J'AI
ADHÉRÉ À L'U.D.B.

PAGE 4

CHAMBON-NANTES
COMMENT ON
FERME UNE USINE

PAGE 5

PAS DE GALUT
CHEZ BI-SAUVEUR ?

PAGE 6

LES BRETONS
À JERSEY

PAGE 10

TRIBUNE LIBRE
AVORTEMENT &
CONTRACEPTION

PAGE 11

LE PROBLÈME
BRETON DE BREST
À NANTES

PAGE 14

TERREUR
FRANQUISTE AU
PAYS BASQUE

PAGE 15

COURRIER DES
LECTEURS

Composition mécanique - Lorient
Imprimerie Cornouaillaise - Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N° 41387
Tirage 11 000 ex. - Dépôt légal, 3^e trimestre
Directeur de la publication : R. Leprohon

Marcelle Le Goff, émigrée...

Le P.B. :

Tu as bien voulu dire aux lecteurs du P.B. quelles sont les conditions de vie et de travail d'une bretonne émigrée à Paris.

Pourquoi et comment as-tu dû quitter la Bretagne ?

Marcelle :

Je travaillais chez moi à Douarnenez aux P.T.T. On nous a annoncé des compressions de personnel parce que le standard allait passer à l'automatique, comme j'étais auxiliaire, j'ai dû accepter une mutation à Paris.

Le P.B. :

Cette éventualité te plaisait-elle ?

Marcelle :

Au début oui, il y avait l'attrait de la grande ville (nombreuses possibilités de sorties) de me distraire autre part que dans les bals et surtout d'échapper aux concans...

J'ai pu obtenir une chambre, que je devais partager avec une pensionnaire, qui a déclaré « Les Bretons puent ». Mais après un certain temps, j'ai été bien acceptée par mon entourage.

Le P.B. :

As-tu entendu beaucoup de réflexions comme celles-ci ?

Marcelle :

Oui, une fois on m'a posé cette question : « T'es Bretonne, combien de vaches as-tu chez toi au pays ? » ou alors : « Quand on dit à une Bretonne de s'asseoir, elle s'allonge ! »

Le P.B. :

Étais-tu contente de ton travail ?

Marcelle :

Aux P.T.T., le travail était monotone, et les relations étaient très difficiles avec mes collègues, étant donné que celles-ci avaient des obligations familiales, et leurs conversations se

Bretagne, mais les dépenses sont plus importantes, tenant compte de mes déplacements pour rendre visite à ma famille à Douarnenez.

Le P.B. :

Penses-tu retourner en Bretagne ?

Marcelle :

Oui, mais...
D'une part, il faudrait que je reparte à zéro et cela me fait un peu peur. D'autre part je travaille dans un service de consultations en psychiatrie, qui représente pour moi un travail très intéressant d'infirmière, celui-ci ne se bornant pas à faire ce métier en distribuant de simples pilules et à faire du ménage. Retrouverai-je un tel service en Bretagne ?... Je ne pense pas.

Le P.B. :

Penses-tu être un exemple de Bretonne contrainte à émigrer à Paris pour trouver du travail, et connais-tu d'autres personnes dans ton cas ?



Le P.B. :

Comment s'est passée ton arrivée à Paris ?

Marcelle :

En débarquant à la gare Montparnasse, et voyant tous ces gens antassés dans les wagons du métro, j'ai cru revivre les films évoquant les convois de déportés pour Buchenwald.

Le jour même, je devais reprendre mon travail.

Au bureau du personnel de Montparnasse, on m'a annoncé que je devais partir à Puteaux, en banlieue parisienne, pour prendre mon poste au service « Réclamations des abonnements téléphoniques », pour 90 000 A.F. par mois, j'ai mis 3 heures pour me rendre à Puteaux, n'ayant jamais utilisé ces moyens de transport, j'étais paumée.

Le P.B. :

Comment t'es-tu installée ?

Marcelle :

Arrivée à Paris, je ne connaissais personne, aucune amie pour me dépanner, aussi une Assistante sociale des P.T.T. m'indiqua un foyer-dortoir dirigé par une « cheftaine ». Le règlement du foyer était très strict : fermeture des portes à 22 h...

Puis un collègue m'a signalé un foyer de jeunes travailleurs à Puteaux.

bornaient aux problèmes de repas et de leurs enfants, de ce fait je n'ai pu m'insérer dans ce noyau, étant étrangère et peu préoccupée par ce genre de problèmes.

Depuis longtemps, j'envisageais d'entreprendre une carrière d'infirmière, mais en Bretagne, je n'ai pu passer l'examen d'entrée à l'école d'infirmière n'ayant pas l'âge autorisé.

J'ai pris connaissance qu'un examen d'entrée avait lieu dans un hôpital psychiatrique de la région parisienne, j'ai été admise, j'ai suivi les cours, et maintenant je suis diplômée depuis deux ans.

Le P.B. :

Que penses-tu des conditions de vie à Paris ?

Marcelle :

Il y a bien sûr plus de possibilités de loisirs, mais ceux-ci sont très chers et bien souvent trop éloignés du domicile.

Les conditions de logement sont difficiles et très onéreuses, actuellement je paye 470 F par mois pour un studio minable... en proche banlieue (donc mon loyer se trouve augmenté par les frais que m'occasionnent les transports pour m'y rendre.)

Bien sûr, je gagne deux fois plus d'argent que mes amies restées en

Marcelle :

Oui, il est évident qu'il y a beaucoup de Bretonnes émigrées à Paris, (il suffit de faire le tour des cafés à Montparnasse !)

Une amie émigrée depuis trois mois, a eu assez de la vie parisienne et est retournée à Douarnenez. N'ayant pas de travail, elle a commencé à prendre des cours de sténo-dactylo à Brest, partout où elle allait les réponses étaient les mêmes : « Vous venez d'où, de Paris, retournez-y parce qu'ici vous ne trouverez rien. »

Mon amie a suivi ces conseils, et est de nouveau revenue à Paris, où elle n'a pu s'adapter, d'où retour à Douarnenez.

Elle s'inscrit à l'Agence de l'Emploi, démarche inutile pour le travail, mais une seule ressource : le chômage.

Devant ce nouvel échec, elle part à Rennes, où elle s'inscrit à la Formation Professionnelle des Adultes, mais elle ne pourra suivre ces cours qu'en fin d'année.

Recueilli par la section Paris-Ouest